

Recherches sociographiques



Inégalités et État-providence: le Québec, le Canada et le Monde

Leslie S. Laczko

Volume 39, numéro 2-3, 1998

Québec et Canada : deux références conflictuelles

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057210ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057210ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Laczko, L. S. (1998). Inégalités et État-providence: le Québec, le Canada et le Monde. *Recherches sociographiques*, 39(2-3), 317-340.
<https://doi.org/10.7202/057210ar>

Résumé de l'article

Les inégalités sociales sont-elles perçues de la même façon au Québec et dans le Reste du Canada ? Au Canada et dans d'autres pays ? Ces questions sont examinées au moyen d'une analyse secondaire de données issues d'une vaste enquête par sondage menée simultanément dans 18 pays. Les données sont évaluées à la lumière de la typologie de régimes d'État-providence proposée par Esping-Andersen. Les Québécois sont plus conscients des inégalités et manifestent un appui plus clair à l'interventionnisme étatique que les autres Canadiens, mais ces différences sont modestes si on les aborde dans une perspective internationale plus large.

INÉGALITÉS ET ÉTAT-PROVIDENCE : LE QUÉBEC, LE CANADA ET LE MONDE

Leslie S. LACZKO

Les inégalités sociales sont-elles perçues de la même façon au Québec et dans le Reste du Canada ? Au Canada et dans d'autres pays ? Ces questions sont examinées au moyen d'une analyse secondaire de données issues d'une vaste enquête par sondage menée simultanément dans 18 pays. Les données sont évaluées à la lumière de la typologie de régimes d'État-providence proposée par Esping-Andersen. Les Québécois sont plus conscients des inégalités et manifestent un appui plus clair à l'interventionnisme étatique que les autres Canadiens, mais ces différences sont modestes si on les aborde dans une perspective internationale plus large.

En évoquant la « nouvelle dualité » comme thème du présent numéro de la revue, les rédacteurs veulent aborder la transformation de la « vieille » dynamique Canada français / Canada anglais en une « nouvelle » dynamique de la relation entre deux sociétés globales. Même si la plupart des analystes sont d'accord sur les grandes lignes des mutations qu'a connues la dualité canadienne depuis quelques décennies, l'unanimité est loin d'être faite sur la façon de caractériser et de conceptualiser cette nouvelle approche. Certains chercheurs trouvent utile de parler de deux grandes communautés linguistiques francophone et anglophone, l'une et l'autre à composition ethnique de plus en plus diversifiée, la première surtout concentrée au Québec et la deuxième, surtout ailleurs au Canada. D'autres analystes estiment qu'il s'agit de deux communautés si nettement concentrées sur le plan territorial qu'on doit parler d'une société québécoise (majoritairement francophone) qui se démarque du reste du Canada (majoritairement anglophone) ou du Canada anglais. Finalement, d'autres encore préfèrent carrément parler du Québec et du Canada, pour mieux insister sur la profondeur du clivage politique qui s'est

développé au fil des quinze dernières années de réformes constitutionnelles manquées.

Un élément central de tous ces changements est la répartition des formes d'inégalités sociales à travers l'espace canadien. Si, à l'intérieur du Québec, les inégalités linguistiques entre francophones et anglophones ont été de beaucoup réduites sinon éliminées depuis une vingtaine d'années, les inégalités entre le Québec et les provinces les plus riches de la fédération canadienne, c'est-à-dire l'Ontario et la Colombie-Britannique, demeurent appréciables. En un sens, les inégalités linguistiques à l'intérieur du Québec ont été transformées en inégalités régionales entre le Québec et le Reste du Canada (LACZKO 1995, p. 192-194). De plus, cette relative faiblesse économique du Québec se trouve aggravée, en quelque sorte, par une tendance à long terme vers une baisse du poids démographique du Québec dans l'ensemble canadien, attribuable aux taux de croissance démographique plus élevés en Ontario et dans les provinces de l'Ouest.

Si les inégalités entre francophones et anglophones à l'intérieur du Québec ont été de beaucoup réduites grâce à toute une gamme de mesures législatives, les écarts entre riches et pauvres, entre couches plus et moins fortunées, demeurent aussi marqués au Québec qu'ailleurs. Même si globalement l'ampleur des inégalités sociales est du même ordre de grandeur dans le Reste du Canada, les taux de chômage et de pauvreté au Québec dépassent la moyenne canadienne. Une autre composante de la nouvelle dynamique mérite d'être signalée : la montée d'une bourgeoisie francophone a eu pour effet de débarrasser les inégalités sociales à l'intérieur du Québec de leur coloration ethnique et linguistique traditionnelle.

En même temps que ces mutations canadiennes et québécoises, d'autres transformations ont eu lieu ailleurs et à l'échelle mondiale. La chute de l'Union soviétique et l'adoption de l'économie du marché partout en Europe de l'Est représentent un virage radical dans la politique économique de ces pays. Les changements technologiques et la grande vague de globalisation des marchés ont eu comme conséquence de mettre en question les acquis de l'État-providence dans les sociétés occidentales, et aussi, potentiellement, d'accroître encore davantage les inégalités entre les pays développés et le reste du globe.

La majorité des études sur la classe sociale subjective et sur les perceptions des inégalités sociales et de la stratification ont été menées à l'intérieur d'un pays à la fois, et les explications des résultats ont généralement fait appel à des facteurs internes à la société étudiée. Jusqu'à ces dernières années, la plupart des enquêtes par sondage étaient menées à l'intérieur de l'un ou l'autre des grands pays occidentaux et les résultats présentaient de faibles possibilités de comparaisons internationales. Depuis une quinzaine d'années, on assiste à une multiplication du nombre de projets de recherche comparatifs utilisant une gamme variée d'indicateurs (LANGLOIS *et al.*, 1994) ainsi que du nombre d'enquêtes par sondage menées

simultanément dans plusieurs pays. Ces sondages internationaux sur un même thème permettent aux chercheurs de situer leurs analyses locales et nationales dans un contexte comparatif plus vaste.

Perspectives théoriques et hypothèses

Dans *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Gøsta ESPING-ANDERSEN (1990) identifie trois types d'État-providence (*welfare regimes*) : le modèle libéral anglo-saxon, le modèle conservateur / corporatiste européen et le modèle social-démocrate scandinave. Dans le modèle anglo-saxon, le secteur privé et les forces du marché sont censés être le moteur principal de croissance et de redistribution. L'État-providence est partiel et résiduel, avec pour but de compenser ou compléter les carences du marché. Les exemples typiques de ce modèle seraient les États-Unis, le Canada et l'Australie. Dans le modèle conservateur / corporatiste européen, représenté par l'Allemagne, l'Autriche, la France et l'Italie, l'État-providence a été érigé « d'en haut » au moyen d'une série de compromis entre l'État et l'Église. Dans ces pays, l'Église a joué un rôle de premier plan dans l'établissement des systèmes d'éducation, de santé et des services sociaux, et ces institutions ont été par la suite incorporées à l'État. Pour ce qui est du modèle social-démocrate scandinave, il est caractérisé par le rôle déterminant des syndicats, du mouvement ouvrier et des partis de gauche dans l'établissement d'un système de services universels. L'effet redistributeur des programmes est appréciable.

Esping-Andersen propose ces trois modèles comme des types idéaux. Bien qu'il illustre chaque modèle par des références à des pays qui en seraient des représentants typiques ou des cas d'espèce, il ajoute qu'aucun de ces modèles n'existe à l'état pur. On doit donc s'attendre à trouver des cas hybrides et des combinaisons sur le plan empirique.

Où doit-on situer les cas canadien et québécois dans ce schéma tripartite ? Esping-Andersen voit le Canada comme un exemple du modèle anglo-saxon, proche des États-Unis et de l'Australie. Si ce classement sommaire peut s'avérer utile pour broser des portraits à très grands traits, il demeure insuffisant pour une appréciation de la complexité du contexte canadien. L'État-providence canadien est un régime à responsabilités partagées entre les paliers provincial et fédéral de gouvernement et son développement n'a pas suivi la même trajectoire dans toutes les provinces. D'après VAILLANCOURT (1988), les grandes initiatives du gouvernement fédéral en matière de politique sociale à partir des années 1940 et 1950 ont reçu un accueil varié dans différentes provinces¹. Les mesures fédérales étaient prises en exemple et imitées, en quelque sorte, en Colombie-Britannique et à la

1. Les principaux programmes créés par Ottawa comprenaient l'assurance-chômage (1941), les allocations familiales (1945), la sécurité de la vieillesse (1952), l'assistance-chômage (1956) et l'assistance-hospitalisation (1957) (VAILLANCOURT, 1988, p. 475).

Saskatchewan, où les gouvernements ont mis en place des programmes parallèles au niveau provincial. Le gouvernement du Québec a résisté à ces initiatives fédérales au nom d'une conception distincte, d'inspiration catholique, des politiques sociales². L'évolution du régime québécois est caractérisée par l'inertie de l'État québécois pendant le régime Duplessis alors que la gestion des services sociaux était encore concédée à l'Église, suivie d'un virage, à partir des années 1960, vers une intervention active et une prise en charge de l'éducation et des services sociaux par l'État, accompagnées d'un retrait de l'Église.

S'il est déjà évident dans le paragraphe précédent que des variantes du modèle libéral et du modèle catholique de sécurité sociale font partie de l'histoire canadienne, il ne faudrait pas oublier qu'une tradition sociale-démocrate est elle aussi présente, comme en témoigne le rôle joué, dans l'élaboration des politiques sociales, par les syndicats et les partis de gauche, tant au Québec que dans le Reste du Canada. Si l'évolution des politiques sociales au Canada est le résultat d'un amalgame de forces souvent contradictoires bien plus qu'un tout cohérent, comme le suggère VAILLANCOURT (1988), il y a toute raison de croire que le Canada présente un portrait hybride quant à l'imbrication des trois types de régimes identifiés par Esping-Andersen.

Quels sont les contours actuels de cet amalgame complexe ? Les inégalités sociales sont-elles perçues de la même façon partout au Canada ? Pour ce qui est du rôle de l'État, les résidents du Québec sont-ils plus ou moins interventionnistes que ceux du Reste du Canada ? Comment le régime canadien se compare-t-il à celui des États-Unis et d'ailleurs ? Ces questions seront abordées dans cet article au moyen d'un examen de données canadiennes et internationales sur l'aspect subjectif des inégalités sociales, c'est-à-dire la façon dont les inégalités sociales objectives sont perçues par les populations. Peu d'études ont traité de ces questions avec un protocole de recherche permettant d'examiner l'importance relative des différences interrégionales à l'intérieur des États et les différences entre États. Une hypothèse générale tirée de la littérature sur le développement économique nous mènerait à croire que les différences de points de vue entre régions à l'intérieur de la fédération canadienne seraient moins grandes que les différences entre les pays de l'échantillon, toutes proportions gardées.

2. Pour la Commission Tremblay (1953), la spécificité du modèle québécois des politiques sociales résidait dans son fondement dans une conception catholique qui donnait moins d'importance à l'interventionnisme étatique. Selon Vaillancourt, la Commission Tremblay « ... distinguait trois traditions de la sécurité sociale, soit la conception libérale ou néo-libérale à laquelle elle associait la stratégie fédérale, la conception socialiste et, finalement, la conception catholique à laquelle elle s'identifiait, en considérant que les mesures sociales au Québec relevaient de cette conception » (VAILLANCOURT, 1988, p. 136). La classification tripartite proposée par le Rapport de la Commission Tremblay présente beaucoup de ressemblances avec la typologie tripartite avancée près d'un demi-siècle plus tard par ESPING-ANDERSEN.

Après une courte présentation de l'enquête, nous examinerons successivement les données sur 1) la classe sociale subjective, 2) les images choisies par les répondants pour représenter le système de stratification et 3) les perceptions des inégalités de revenu et les opinions quant au rôle de l'État dans la réduction des inégalités et la création d'emplois. Dans une dernière section, nous tenterons d'évaluer ces résultats à la lumière de la typologie de ESPING-ANDERSEN.

Méthodes et données

Cet article utilise les données du *International Social Survey Programme* (ISSP), mené à chaque année sur un thème précis dans un nombre croissant de pays depuis le milieu des années 1980. Le sondage de 1992 portait sur les inégalités sociales et le Canada participait pour la première fois à ce vaste projet. Nous nous proposons ici d'examiner les données de l'ISSP de 1992 pour brosser un tableau descriptif de l'image des inégalités sociales que se font les populations québécoise et canadienne. Le but est à la fois de situer le Québec par rapport au Reste du Canada, et de situer le Québec et le Canada par rapport aux 17 autres pays qui ont participé à cette enquête. Dans tous les pays, le questionnaire comportait trois types de questions : une série de questions communes à tous les pays participants, une série de questions communes à certains autres pays seulement, et finalement des questions propres à chaque pays.

Le volet canadien de cette étude a été réalisé par le Carleton University Survey Centre, suivant un plan d'échantillonnage déjà utilisé dans d'autres études pancanadiennes. Des questionnaires (en anglais ou en français) ont été remplis par les répondants eux-mêmes dans une série d'agglomérations urbaines à travers le Canada. 942 questionnaires canadiens sont disponibles pour analyse parmi un total de plus de 20 000 répondants dans l'ensemble des 18 pays. L'ouvrage collectif de FRIZZELL et PAMMETT (1996) fournit plus de renseignements sur ces données, et présente une première série d'analyses des données canadiennes et internationales. Parmi les 18 pays, on compte des sociétés développées, des sociétés de l'ancien bloc soviétique et de l'Europe de l'Est, et un pays en voie de développement. Même si ces 18 pays ne constituent pas un échantillon strictement représentatif de l'ensemble des États du système mondial contemporain, ces données ont l'avantage de permettre des comparaisons internationales au-delà du circuit des pays développés occidentaux, vu que les trois grandes zones mondiales sont représentées.

Dans un article antérieur, basé uniquement sur les données canadiennes de l'ISSP de 1992, nous avons montré que les Québécois sont plus portés que les autres Canadiens (le Canada anglais étant alors pris comme bloc) à juger les inégalités de revenu comme sévères, et plus portés à préconiser l'intervention étatique pour réduire les inégalités. Les répondants du Québec manifestent également une perception des inégalités linguistiques, régionales et ethniques différente de celle du

Reste du Canada, les différences les plus marquées concernant la place du Québec, celle des minorités linguistiques et des autochtones (LACZKO, 1996). Le présent article poursuit l'analyse en examinant les données internationales en même temps que les données canadiennes.

Classe sociale subjective

Dans le système mondial actuel, les pays développés se différencient des pays moins développés selon toute une série de dimensions. Les caractéristiques qui distinguent les pays industrialisés et les pays du tiers-monde font l'objet d'une vaste littérature et elles sont souvent mesurées par une gamme d'indicateurs économiques et sociaux. Pendant des décennies, les pays de l'Europe de l'Est et de l'ancien bloc soviétique ont souvent occupé une position intermédiaire entre les pays occidentaux et les pays en voie de développement sur plusieurs indicateurs. Ces trois grandes régions du monde sont représentées dans notre échantillon de 18 pays. Aucune de ces régions n'a échappé aux tendances vers la mondialisation des marchés qui se sont accentuées dans la dernière décennie et les gouvernements des pays de toutes ces régions ont eu à composer avec de nouvelles réalités qui ont modifié leur rôle dans la vie sociale et économique. Dans ce contexte, il est intéressant de commencer par examiner la façon dont les répondants des 18 pays se situent sur une échelle subjective de stratification sociale. Le tableau 1 présente les réponses à la question suivante :

Dans notre société, certains groupes ont tendance à se trouver vers le haut, d'autres vers le bas. Voici une échelle qui va de haut en bas. Où vous situez-vous sur cette échelle ?

Un score de 10 marque le haut de l'échelle, et un score de 1 marque le bas.

Il est à noter que le libellé de la question invite les répondants à situer leur propre «groupe» face à d'autres, sans fournir une définition du type de groupe. Dans la première colonne, nous voyons que les scores les plus élevés sont ceux des pays développés occidentaux et les scores les plus bas sont ceux des pays de l'Europe de l'Est et d'un pays en voie de développement, les Philippines. Le Canada occupe la quatrième position. Parmi les pays développés, ce sont la Grande-Bretagne et l'Italie qui affichent les scores les plus bas, mais ceux-ci devancent quand même les pays les plus prospères de l'Europe de l'Est, c'est-à-dire la Slovaquie, l'ancienne Allemagne de l'Est et la République tchèque. Ces réponses reflètent l'importance de la stratification internationale à l'intérieur du système mondial contemporain. Les citoyens des sociétés occidentales développées se classent à un niveau plus élevé que ceux du reste du monde.

La deuxième colonne montre l'importance de la stratification entre régions canadiennes. L'Ontario affiche un score nettement plus élevé que la moyenne canadienne, suivie par la Colombie-Britannique. Le Québec, avec les provinces de

TABLEAU 1

*Classe sociale subjective**, 18 pays et 5 régions canadiennes, 1992
(moyennes)

<i>Pays</i>	<i>Régions canadiennes</i>
	6,31 Ontario
5,99	Nouvelle-Zélande
5,88	Australie
5,85	Norvège
5,83	Canada
5,77	Autriche
	5,74 Colombie-Britannique
5,72	Allemagne de l'Ouest
5,70	Suède
	5,58 Alberta, Saskatchewan, Manitoba
5,54	États-Unis
	5,43 Québec
5,34	Grande-Bretagne
	5,32 Atlantique
4,93	Italie
4,77	Slovénie
4,71	Allemagne de l'Est
4,69	République tchèque
4,40	Russie
4,36	Philippines
4,32	Pologne
3,92	Hongrie
3,84	Bulgarie

* « Dans notre société, certains groupes ont tendance à se trouver vers le haut, d'autres vers le bas. Voici une échelle qui va de haut en bas. Où vous situez-vous sur cette échelle ? » (1 = bas, 10 = haut.)

l'Atlantique, affichent des scores plus bas. Si nous comparons les deux colonnes, nous remarquons que l'Ontario et la Colombie-Britannique sont parmi les chefs de file mondiaux et que le Québec se situe au périmètre du club des sociétés développées, entre la Grande-Bretagne et les États-Unis. Il y a de toute évidence une corrélation positive entre cet indicateur perceptuel et d'autres indicateurs de développement socioéconomique. La répartition de cet indicateur de classe sociale subjective semble suivre les répartitions d'autres indicateurs plus objectifs des inégalités entre pays et entre régions canadiennes. De façon générale, les indicateurs subjectifs dépendent d'un jeu complexe de deux facteurs : la situation objective et la manière dont la situation objective est interprétée dans chaque société.

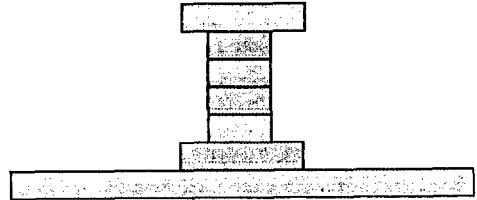
Modèles de société : passé, présent, futur

Le sondage ISSP de 1992 a utilisé un outil méthodologique novateur pour sonder l'image que les citoyens se font du système de stratification dans leur société. Des représentations pictorielles de cinq structures sociales différentes ont été présentées aux répondants (Figure 1).

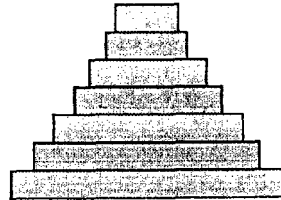
FIGURE 1

Type A

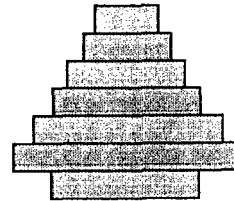
Une petite élite en haut, très peu de personnes au milieu, la grande masse en bas.

**Type B**

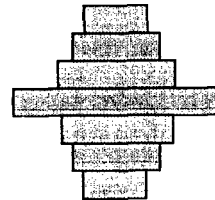
Une société en forme de pyramide, une petite élite en haut, plus de personnes au milieu, et la plupart en bas.

**Type C**

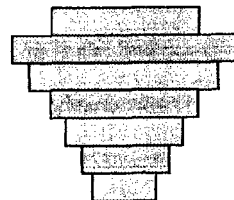
Une société en forme de pyramide, sauf que très peu se trouvent au plus bas.

**Type D**

Une société ayant le plus de personnes au milieu.

**Type E**

Beaucoup de personnes près du haut et peu de personnes près du bas.



D'abord développés et utilisés en Hongrie et en Australie (EVANS, KELLEY et KOLOSI, 1992), ces diagrammes offrent l'avantage d'éviter la terminologie souvent utilisée par les chercheurs, telle que classe moyenne, classe supérieure, classe inférieure. En plus, l'utilisation de ces pictogrammes aide à minimiser les problèmes de validité reliés à la traduction, vu que le questionnaire a été distribué dans les langues officielles des dix pays qui ont participé à cette partie de l'enquête.

Les cinq diagrammes représentent des modèles de société qui varient selon le degré d'inégalité qui les caractérise. La société de type A, avec la masse de la population en bas de l'échelle, est évidemment la moins égalitaire. Les types B et C sont successivement plus égalitaires, même si dans ces deux diagrammes la majorité de la population se trouve vers le bas. La société de type D est celle où il y a le plus de gens au milieu de l'échelle, avec le reste de la population distribuée de manière symétrique en proportions égales au-dessus et en dessous du milieu. Finalement, dans la société de type E, une majorité des gens se situent au-dessus du milieu. Les cinq modèles, du type A au type E, dépeignent des structures sociales de plus en plus égalitaires.

Les répondants étaient invités à choisir parmi ces cinq images pour décrire leur société à trois moments ou périodes historiques : la société d'il y a trente ans, la société actuelle et la société dans trente ans. Une quatrième question invitait les gens à choisir leur société idéale préférée. Les réponses à cette série de questions sont présentées dans les tableaux 2 à 5.

Commençons par le passé, et voyons l'image que se font les répondants de leur société d'il y a trente ans. D'après le tableau 2, les Canadiens, comme d'ailleurs l'ensemble des répondants dans les dix pays, donnent le type B comme réponse modale à cette question. Cette structure inégalitaire en pyramide est choisie un peu plus souvent que le type D, la structure plus égalitaire mitoyenne. Les quatre premiers modèles (type A à type D) recueillent des parts appréciables de l'ensemble des choix, et seul le diagramme de type E est adopté nettement moins souvent que les autres comme description du passé. Les Néo-Zélandais gardent un souvenir exceptionnellement égalitaire de leur société d'il y a 30 ans. Dans l'ensemble, les perceptions et opinions du passé sont assez partagées.

Passant de ce portrait d'ensemble au contexte canadien, il semblerait que les Québécois voient leur passé quelque peu différemment des autres Canadiens. Les Québécois, avec les résidents des provinces de l'Atlantique, sont plus portés à voir le passé en termes hiérarchiques, représentés par le modèle A. D'autres sociétés sont elles aussi plus portées que la moyenne à choisir le modèle A comme représentation de leur passé, notamment l'Italie et la Pologne, et nous aurons l'occasion d'y revenir dans une section ultérieure. Inversement, les Québécois sont un peu moins portés que les autres Canadiens à voir leur passé comme la société égalitaire représentée par le modèle de type D. Ici encore, l'Italie est dans une situation comparable, les

TABLEAU 2

*Types de société il y a 30 ans, régions canadiennes et 10 pays, 1992
(pourcentages)*

	Type A	Type B	Type C	Type D	Type E	N de cas
Colombie-Britannique	11	22	29	36	2	96
Prairies	10	26	23	36	5	149
Ontario	14	39	20	26	2	340
Québec	22*	36	23	15*	5	213
Atlantique	20	22	19	28	10	70
Canada	15	33	22	26	4	869
Australie	20	31	21	23	5	2 060
Nouvelle-Zélande	5	15	26	47	8	1 168
Italie	45	32	11	10	3	983
Norvège	15	31	30	21	3	1 369
République tchèque	19	24	20	30	7	924
Hongrie	18	26	22	28	7	967
Pologne	25	33	15	21	6	1 226
Bulgarie	14	26	21	36	4	901
Philippines	19	25	25	21	10	1 086
Ensemble 10 pays	19	28	22	26	6	11 612

* Écart significatif entre le Québec et la moyenne canadienne.

Italiens étant les moins portés de tous les pays à choisir ce modèle comme image du passé.

Qu'en est-il des images de la société d'aujourd'hui? Une première constatation s'impose à l'examen du tableau 3: dans l'ensemble des dix pays, les répondants voient la société contemporaine d'un œil plutôt pessimiste. Dans la plupart des pays, y compris le Canada, la société actuelle (1992) est en fait perçue comme moins égalitaire qu'il y a 30 ans. Une majorité (61 %) des gens choisissent l'un ou l'autre des deux modèles les plus hiérarchiques, le type A ou le type B pour décrire la situation présente, comparativement à 47 % des répondants qui avaient fait les mêmes choix pour décrire le passé. Tous les pays, à l'exception de l'Italie, de la Norvège et de l'Australie, jugent que le modèle A est plus applicable aujourd'hui qu'il ne l'était il y a 30 ans. Cette tendance est particulièrement prononcée aux Philippines et en Europe de l'Est. Les Canadiens participent donc à cette vague globale de pessimisme. Parmi les pays développés, le Canada et la Nouvelle-Zélande sont les plus portés à juger que le présent est représenté par le modèle A. Comme dans le tableau précédent portant sur la représentation du passé, les Québécois inclinent un peu plus que les autres Canadiens à voir la société actuelle comme hiérarchisée.

TABLEAU 3

Types de société d'aujourd'hui, régions canadiennes et 10 pays, 1992
(pourcentages)

	Type A	Type B	Type C	Type D	Type E	N de cas
Colombie-Britannique	18	32	24	21	5	102
Prairies	26	29	22	19	4	149
Ontario	22	35	22	20	1	355
Québec	27*	34	15*	20	4	220
Atlantique	22	35	17	26	0	68
Canada	24	33	20	20	2	895
Australie	15	32	27	24	1	2 092
Nouvelle-Zélande	24	39	23	13	1	1 189
Italie	14	34	21	23	8	996
Norvège	8	16	25	49	3	1 397
République tchèque	28	39	12	19	3	1 066
Hongrie	50	32	7	7	3	1 155
Pologne	58	22	7	9	4	1 403
Bulgarie	59	24	6	9	1	995
Philippines	44	27	10	12	9	1 179
Ensemble 10 pays	31	30	17	19	3	12 421

* Écart significatif entre le Québec et la moyenne canadienne.

TABLEAU 4

Types de société dans 30 ans, régions canadiennes et 10 pays, 1992
(pourcentages)

	Type A	Type B	Type C	Type D	Type E	N de cas
Colombie-Britannique	41	24	12	21	3	99
Prairies	52	30	8	3	7	144
Ontario	33	23	17	25	2	337
Québec	36*	20*	14	21	9*	200
Atlantique	48	24	8	19	1	65
Canada	39	24	13	19	5	846
Australie	26	25	18	25	5	2 066
Nouvelle-Zélande	35	29	15	17	4	1 120
Italie	16	16	18	32	19	979
Norvège	14	26	21	31	8	1 250
République tchèque	16	15	18	32	20	922
Hongrie	23	11	15	29	22	854
Pologne	23	17	15	30	16	956
Bulgarie	15	16	18	33	18	772
Philippines	22	22	18	23	15	1 055
Ensemble 10 pays	23	21	17	26	12	10 880

* Écart significatif entre le Québec et la moyenne canadienne.

Tournons-nous maintenant vers l'avenir. Le tableau 4 porte sur l'image de la société telle qu'elle sera dans 30 ans, aux yeux des répondants. Pour l'ensemble des dix pays, les répondants sont optimistes : la distribution globale des visions d'avenir est dans une direction plus égalitaire. Le pourcentage des gens qui choisissent l'un des deux modèles les plus hiérarchiques (A et B) connaît une baisse de 61 à 44 %. Des minorités importantes voient l'avenir de leur société représenté par l'un ou l'autre des modèles les plus égalitaires, le type D et le type E. Cette tendance globale à l'optimisme pour l'avenir masque une différence appréciable entre grandes régions du système mondial. Si cette tendance à voir le futur comme beaucoup plus égalitaire que le présent est très prononcée dans les pays de l'Est et aux Philippines, elle est à peine perceptible dans la plupart des pays développés. Dans ces derniers (sauf en Italie), la tendance générale est de voir l'avenir comme étant même un peu moins égalitaire que le présent. Dans l'ensemble, les Canadiens, avec les Néo-Zélandais, sont exceptionnellement pessimistes, avec 63 % des répondants choisissant le diagramme de type A ou de type B. Les Québécois, avec les Ontariens, manifestent un peu moins de pessimisme que le reste du Canada. Il y a donc une différence très claire entre les pays développés, récemment touchés par les crises de restructuration au moment de ces entrevues en 1992, qui voient leur présent et leur avenir comme étant plus sombres que leur passé, et les pays de l'Est qui voient leur avenir comme plus prometteur que le présent et le passé.

Examinons maintenant les jugements sur la société idéale qui sont présentés dans le tableau 5. Ici ce sont les deux modèles les plus égalitaires, le type D et le type E, qui recueillent la majorité des opinions dans toutes les régions du monde. Ce choix moral très net en faveur d'une société égalitaire semble coexister avec des sentiments de réalisme et de pessimisme, comme nous l'avons déjà vu. Pour l'ensemble des dix pays, 79 % des répondants choisissent l'un ou l'autre de ces deux diagrammes. Par contraste, les deux tableaux précédents révèlent que 38 % de l'ensemble des répondants estiment que l'un ou l'autre de ces deux modèles représentent l'avenir et seulement 22 % choisissent l'un de ces deux modèles pour décrire le présent. Dans l'ensemble, les choix des Canadiens sont presque identiques à ceux de la moyenne des dix pays. Ici encore, les Québécois manifestent des préférences légèrement différentes de celles de leurs concitoyens du Reste du Canada. Les répondants du Québec sont plus portés que les autres Canadiens à choisir comme modèle de société idéale le diagramme pyramidal B, et moins portés à choisir le diagramme de type E³. Cette légère préférence pour le modèle B comme idéal est partagée avec l'Italie, la Pologne et les Philippines.

3. Ces analyses des cinq diagrammes ont été effectuées à partir des seuls questionnaires où les répondants ont pu indiquer un choix entre les cinq modèles. Dans toutes les sociétés, une certaine proportion des gens n'a pas pu décider d'une réponse à l'une ou l'autre des quatre questions sur les cinq représentations pictorielles. Cette indécision n'est cependant pas distribuée de façon uniforme à travers toutes les sociétés. En général les indécis et sans-réponse s'avèrent plus fréquents quand il s'agit de prévoir l'avenir, ou de se faire une idée du

TABLEAU 5

Types de société idéale préférée, régions canadiennes et 10 pays, 1992
(pourcentages)

	Type A	Type B	Type C	Type D	Type E	N de cas
Colombie-Britannique	1	2	6	55	37	101
Prairies	1	4	8	55	32	151
Ontario	5	3	16	41	36	352
Québec	4	13*	12	49	22*	214
Atlantique	3	7	7	51	31	66
Canada	3	6	12	47	32	883
Australie	1	8	14	52	26	2 072
Nouvelle-Zélande	1	4	13	58	24	1 177
Italie	3	10	13	44	31	992
Norvège	1	3	7	62	27	1 400
République tchèque	1	4	17	37	40	1 063
Hongrie	1	5	16	44	34	1 120
Pologne	3	10	7	46	34	1 353
Bulgarie	1	6	4	46	47	982
Philippines	12	16	14	35	24	1 151
Ensemble 10 pays	2	7	11	48	31	12 249

* Écart significatif entre le Québec et la moyenne canadienne.

passé, que lorsqu'il faut décrire la société d'aujourd'hui. Les indécis et sans-réponse sont beaucoup plus nombreux dans les pays de l'Europe de l'Est qu'ailleurs, peut-être à cause de l'ampleur des changements récents dans cette région du monde, et peut-être aussi parce que les sondages comme celui-ci sont encore moins institutionnalisés. Le Canada compte légèrement plus de ces indécis et sans-réponse que la Norvège et la Nouvelle-Zélande, les seuls autres pays développés où ces données sont disponibles. Le Québec affiche le taux le plus élevé de ces indécis et sans-réponse parmi les régions canadiennes. Les analyses de CUNEO (1996) révèlent qu'à l'intérieur de chacun des pays, ce sont les catégories défavorisées (personnes âgées ou retraitées, bas revenus, bas niveaux de scolarité, femmes) qui sont sur-représentées parmi ces indécis et sans-réponse. Il est fort probable que ces variables de stratification expliquent au moins une partie de cet écart entre le Québec et le reste du Canada.

TABLEAU 6

Gravité des inégalités de revenus, 18 pays et 5 régions canadiennes, 1992
(moyennes)*

<i>Pays</i>	<i>Régions canadiennes</i>
4,78	Bulgarie
4,57	Allemagne de l'Est
4,38	Italie
4,37	Russie
4,26	Slovénie
4,20	Hongrie
4,18	Pologne
4,09	Autriche
4,08	Grande-Bretagne
4,07	Allemagne de l'Ouest
4,05	République tchèque
	4,02 Québec
	3,94 Colombie-Britannique
3,92	États-Unis
3,89	Nouvelle-Zélande
	3,83 Alberta, Saskatchewan, Manitoba
	3,82 Atlantique
3,81	Canada
3,75	Norvège
	3,63 Ontario
3,62	Australie
3,60	Suède
3,49	Philippines

* « Les différences de revenu sont trop grandes (au Canada... en pays X) ».
(1 = très en désaccord, 5 = très d'accord.)

Inégalités au Canada et ailleurs

Passons maintenant à une série de questions très directes sur les inégalités de revenu à l'intérieur de chacune des 18 sociétés qui ont participé à l'étude. D'après le tableau 6, il est évident que c'est en Europe de l'Est que la population juge les inégalités le plus sévèrement. Les scores dans ces pays sont beaucoup plus élevés que ceux observés dans les pays développés et aux Philippines. Ce résultat est révélateur compte tenu de l'égalitarisme qui faisait partie de l'idéologie dominante sous les régimes communistes. Comme le signale CUNEO (1996, p. 39), les données ne permettent pas de déterminer si ces perceptions reflètent la visibilité des élites des régimes communistes ou l'accentuation des inégalités sociales à la suite de la

transition des pays de l'Europe de l'Est vers des économies de marché. Parmi les pays développés, c'est l'Italie qui se montre la plus intransigeante dans son jugement. Le Canada est un des pays où les jugements sont les moins sévères : seulement quatre pays affichent des scores plus bas que le Canada. Le Québec, suivi de la Colombie-Britannique, manifeste un niveau de préoccupation au-dessus de la moyenne canadienne, tandis qu'en Ontario le niveau de préoccupation à l'égard des inégalités est nettement en bas de la moyenne.

Le rôle de l'État : analyses multivariées

Qu'en est-il de la responsabilité du gouvernement dans la réduction de ces inégalités ? Une mesure globale d'appui à l'intervention de l'État pour réduire les inégalités sociales fut construite en prenant la moyenne des scores de trois variables. Les répondants étaient invités à indiquer leur degré d'accord ou de désaccord avec les énoncés suivants :

- 1) « C'est au gouvernement que revient la responsabilité de réduire les différences de revenu entre ceux qui ont un revenu élevé et ceux qui ont un petit revenu. »
- 2) « Le gouvernement devrait assurer un emploi à tous ceux qui en veulent. »
- 3) « Le gouvernement devrait assurer un revenu de base garanti à tout le monde. »

Jusqu'ici nous avons examiné successivement la classe sociale subjective, les représentations pictorielles de la société d'aujourd'hui, d'hier et de demain, et le rôle de l'État dans la réduction des inégalités sociales. Nous pourrions nous attendre à ce que ces trois groupes de variables soient corrélées entre elles. Le degré d'appui à l'État interventionniste est-il fonction de la classe sociale subjective ? De l'image que l'on se fait de la société dans 30 ans ? L'influence de ces deux facteurs explique-t-elle les différences entre régions canadiennes ?

Le tableau 7 présente une analyse multivariée des données canadiennes, au moyen d'une technique d'analyse de variance appelée analyse des classifications multiples. La variable dépendante est la mesure globale d'appui à l'intervention étatique pour réduire les inégalités et trois variables déjà vues plus haut sont traitées ici comme variables indépendantes. Nous voyons d'abord, dans la colonne des écarts non ajustés, les relations bivariées entre l'appui global et, successivement, la classe sociale subjective, l'image de la société dans 30 ans et la région canadienne. Chacune de ces variables exerce une influence appréciable sur le niveau global d'appui à l'intervention étatique. La grandeur de chaque relation bivariée est donnée par la statistique *éta*. Les répondants qui se situent vers le bas de l'échelle de classe sociale subjective sont plus aptes à juger les inégalités de revenus comme importantes et ils appuient davantage l'intervention étatique que ceux qui se situent à un échelon supérieur. Pour ce qui est de l'effet de la représentation de la structure

sociale prévue dans 30 ans, il est clair que ceux qui voient l'avenir comme une hiérarchie inégalitaire de type A sont plus en faveur de l'intervention étatique,

TABLEAU 7

Appui global à l'intervention étatique pour réduire les inégalités sociales, selon la classe sociale subjective, l'image de la société future et la région canadienne, 1992*

	N	Écart non ajusté		Écart ajusté	
			Éta		Bêta
CLASSE SOCIALE SUBJECTIVE					
Inférieure (1-3)	71	0,41		0,32	
Moyenne (4-6)	456	0,12		0,10	
Supérieure (7-10)	289	- 0,29		- 0,24	
			0,22		0,18
LA STRUCTURE SOCIALE DANS 30 ANS					
Type A	322	0,16		0,11	
Type B	193	- 0,03		0,01	
Type C	108	- 0,08		- 0,03	
Type D	155	- 0,26		- 0,22	
Type E	38	0,12		0,02	
			0,15		0,11
RÉGIONS CANADIENNES					
Colombie-Britannique	98	0,13		0,12	
Prairies	137	- 0,12		- 0,20	
Ontario	322	- 0,20		- 0,15	
Québec	196	0,38		0,37	
Atlantique	62	- 0,10		- 0,16	
			0,23		0,22
Moyenne globale de la variable dépendante = 3,15					

* Cette mesure d'appui global à l'intervention de l'état est la moyenne des scores aux trois variables dont le libellé est expliqué dans le texte. Le codage de chacune des variables était comme suit : (1 = très en désaccord, 5 = très d'accord). R multiple = 0,319; R multiple carré = 0,102.

tandis que ceux pour qui la structure du futur est la société de classe moyenne de type D le sont moins. Finalement, l'effet de la région canadienne va dans la direction déjà observée dans le tableau 6, qui portait sur la gravité des inégalités. Le Québec a le score le plus élevé, suivi de la Colombie-Britannique, ces deux régions se distinguant du reste du Canada par leurs scores nettement au-dessus de la moyenne. Les Québécois sont donc non seulement plus portés que les autres Canadiens à voir les inégalités sociales comme graves, mais également plus enclins à préconiser une intervention de l'État pour les réduire.

Les écarts ajustés illustrent l'effet de chacune de ces variables indépendantes une fois que l'influence des deux autres est contrôlée. La grandeur de chacun des effets nets est donnée par la statistique *bêta*. Une comparaison de chaque paire (*éta*, *bêta*) révèle que les coefficients *bêta* sont légèrement plus bas que les coefficients *éta*,

ce qui signifie que chaque variable indépendante voit son importance diminuer légèrement une fois que l'on tient compte de la présence simultanée des deux autres. Il est à noter que le score élevé du Québec, à 0,37 au-dessus de la moyenne globale de 3,15, demeure inchangé après l'introduction des deux autres variables. Cela démontre que la position relative de chef de file du Québec en matière d'appui à l'intervention étatique n'est pas expliquée par son niveau moyen relativement modeste d'identification de classe subjective ni par son choix particulier de modèles pour décrire la société de l'avenir. Une explication éventuelle de ce résultat devra donc faire appel à d'autres variables que celles-ci, qui ensemble rendent compte de 10 % de la variance (d'après le R multiple carré), et également tenir compte de la présence d'effets d'interaction passés sous silence dans cette esquisse sommaire. Dans un article antérieur, nous avons vu que les scores plus élevés des Québécois sur les mesures d'appui à l'intervention étatique sont en partie expliqués par la

TABLEAU 8

Appui global à l'intervention étatique pour réduire les inégalités sociales, selon la classe sociale subjective, l'image de la société future et le pays, 1992*

Moyenne globale de la variable dépendante = 3,69					
Variable + Catégorie	N	Écart non ajusté		Écart ajusté	
			Éta		Bêta
CLASSE SOCIALE SUBJECTIVE					
Inférieure (1-3)	1 941	0,44		0,25	
Moyenne (4-6)	6 278	0,03		0,03	
Supérieure (7-10)	2 241	- 0,48		- 0,30	
			0,30		0,18
LA STRUCTURE SOCIALE DANS 30 ANS					
Type A	2 418	0,05		0,12	
Type B	2 188	- 0,10		- 0,02	
Type C	1 797	- 0,06		- 0,05	
Type D	2 772	- 0,04		- 0,09	
Type E	1 285	0,25		0,07	
			0,11		0,08
PAYS					
Australie	1 801	- 0,59		- 0,53	
Canada	871	- 0,57		- 0,53	
Nouvelle-Zélande	1 067	- 0,34		- 0,28	
Norvège	1 229	0,09		0,18	
Hongrie	852	0,43		0,34	
Italie	978	0,37		0,35	
République tchèque	918	0,04		0,00	
Pologne	947	0,37		0,31	
Bulgarie	743	0,65		0,56	
Philippines	1 054	0,21		0,15	
			0,43		0,38

* Cette mesure d'emploi global à l'intervention de l'état est la même que celle analysée dans le tableau précédent.

R multiple = 0,475 ; R multiple carré = 0,225.

façon distincte dont les Québécois voient les inégalités linguistiques et régionales et ces perceptions semblent être influencées par les débats et conflits constitutionnels en cours au moment où le sondage fut effectué en 1992 (LACZKO, 1996). Pour compléter cet aperçu des liens multivariés, tournons-nous maintenant vers l'ensemble des pays.

L'analyse multivariée que nous venons de présenter est facilement reproduite à l'échelle internationale en remplaçant les régions canadiennes par les pays (tableau 8). La première constatation qui s'impose est que la classe sociale subjective et le type de société prévue pour l'avenir maintiennent leur importance comme facteurs influençant le niveau d'appui global à l'intervention étatique dans cette comparaison internationale. Dans l'ensemble du système mondial, les répondants qui se classent vers le bas de l'échelle sociale subjective à l'intérieur de leur pays, ainsi que ceux qui voient l'avenir dans l'optique du modèle hiérarchique de type A, sont les plus portés à favoriser l'intervention de l'État pour réduire les inégalités sociales. En plus, les deux premiers coefficients *bêta* sont d'un ordre de grandeur comparable à ceux du tableau précédent illustrant la dynamique intra-canadienne.

Dans la troisième section du tableau 8, nous voyons de nouveau que les pays développés ont des scores nettement plus bas que les pays de l'Europe de l'Est. L'Italie affiche le score le plus élevé parmi les quelques pays développés ici représentés. Comparé aux neuf autres pays dans lesquels toutes ces questions étaient posées, le niveau d'appui à l'intervention gouvernementale demeure au Canada parmi les plus bas, et ce même en tenant compte de l'influence simultanée de la classe sociale subjective et de la vision de la société dans 30 ans. Parmi les dix pays représentés (et en l'absence des États-Unis de ce tableau⁴), seule l'Australie manifeste un score net aussi bas que celui du Canada. Le coefficient *bêta* associé ici à la variable pays est beaucoup plus élevé que celui associé à la variable région dans le tableau précédent. Le pays de résidence est donc près de deux fois plus important que la région de résidence à l'intérieur du Canada. Globalement, la proportion de la variance expliquée par les trois variables indépendantes est près de deux fois plus élevée que dans le tableau précédent, ce qui souligne le rôle capital du pays de résidence comme facteur déterminant les opinions sur les inégalités sociales et l'intervention étatique visant à les réduire. Il est à noter que le Québec, avec un niveau d'appui net clairement plus élevé que la moyenne canadienne, se situerait

4. Sur l'ensemble des 18 pays, la répartition de la mesure globale d'appui à l'intervention étatique ressemble, dans ses grandes lignes, à la répartition observée dans le tableau 6. C'est aux États-Unis que l'appui populaire à l'intervention de l'État est le plus faible, suivi de près par l'Australie et le Canada.

lui aussi parmi les plus bas, à peu près au niveau de la Nouvelle-Zélande, sur le plan international.

*

* *

Où doit-on situer les cas canadien et québécois dans le schéma tripartite que propose ESPING-ANDERSEN ? Dans son classement global sommaire, Esping-Andersen voit le Canada comme un exemple du modèle anglo-saxon, proche des États-Unis et de l'Australie. Nous pouvons constater qu'en grande partie les analyses que nous venons d'effectuer lui donnent raison à ce sujet, même si des recherches plus poussées seraient nécessaires pour une réponse plus nuancée. D'après plusieurs tableaux, le Canada est plus proche de l'Australie et des États-Unis que des pays développés européens. Sur ce point, notre analyse empirique de la structure des perceptions et attitudes vient corroborer les classements semblables du Canada qu'ont faits O'CONNOR (1989), MCQUAIG (1993) et CLEMENT et MYLES (1994). Sur toute une série d'indicateurs objectifs, ces chercheurs situent l'État-providence canadien quelque part entre le type minimal des États-Unis et les types plus développés des pays européens.

Qu'en est-il de la place du Québec sur l'échiquier canadien et global ? Rappelons que dans leur auto-évaluation en matière de classe sociale subjective, les répondants québécois se situent à un niveau un peu plus bas que ceux du Reste du Canada. D'après leurs choix de diagrammes pictoriels, les Québécois sont un peu plus enclins que les autres Canadiens à juger leur passé comme moins égalitaire et plus empreint de hiérarchie et, en même temps, un peu plus portés à choisir la pyramide hiérarchique comme l'idéal. Les autres sociétés qui manifestent des profils semblables sont la Pologne, l'Italie et les Philippines. Quelles caractéristiques ces sociétés auraient-elles en commun avec le Québec ? Un trait commun parmi d'autres mérite d'être signalé : l'histoire de ces sociétés a été très marquée par l'Église catholique, et elles ont toutes vécu des changements sociaux importants et rapides depuis quelques décennies⁵. Le rôle historique des Églises au Canada et particulièrement au Québec suggère qu'il y a peut-être un parallèle à établir avec le modèle corporatiste catholique européen de ESPING-ANDERSEN, où l'État-providence doit ses particularités à la présence d'institutions religieuses établies, et à leur type de collaboration historique avec l'État. Le Québec serait, de ce point de vue, un cas hybride qui combine des éléments du régime libéral anglo-américain et d'autres éléments de type européen.

Nous avons vu que les Québécois se démarquent du Reste du Canada dans l'évaluation de la gravité des inégalités et du rôle que devrait jouer l'État pour les réduire. Le caractère distinct du point de vue québécois ne va cependant pas

5. Quelques parallèles entre le Québec et le Pologne sont abordés dans BRETON *et al.* (1990).

précisément dans le sens de ce qu'aurait prédit ou souhaité la Commission Tremblay (COLEMAN, 1985, p. 16-19), pour qui la spécificité du modèle québécois résidait dans son approche d'inspiration catholique et son opposition à l'intervention de l'État dans le domaine des services sociaux⁶. Les attitudes et perceptions des Québécois d'aujourd'hui reflètent très clairement le virage en faveur de l'intervention étatique des élites québécoises depuis la Révolution tranquille. Si le modèle d'inspiration catholique exerce encore une influence sur les politiques sociales québécoises, comme certains auteurs le suggèrent (JOHNSON, 1987), notre analyse de la structure des perceptions révèle quelques indications d'une particularité liée à la longue domination de la tradition catholique, mais que l'influence de cette dernière reste indirecte et partielle. D'un autre point de vue, ces résultats empiriques jettent un éclairage indirect sur la trajectoire québécoise de « repli de l'Église et croissance de l'État » en cours depuis quelques décennies (LAURIN-FRENETTE et ROUSSEAU, 1983). Ce processus de remplacement de l'Église par l'État n'est évidemment pas propre au Québec. S'il est vrai que la Pologne, l'Italie, les Philippines et le Québec partagent une histoire marquée par l'Église catholique, il est tout aussi clair que ces sociétés présentent beaucoup de différences. Une certaine prudence s'impose, donc, jusqu'à ce que les parallèles signalés ici puissent faire l'objet de recherches plus poussées.

Qu'en est-il de l'influence de la tradition sociale-démocrate au Canada ? Le profil particulier de la Colombie-Britannique est très probablement lié à cette influence, si l'on pense à la forte présence des syndicats et du Nouveau Parti démocratique dans cette province. D'une façon analogue, nous pourrions nous demander dans quelle mesure le niveau élevé d'appui à l'intervention étatique des Québécois tiendrait de l'activité des syndicats et du Parti québécois. Le profil particulier du Québec suggère que la tradition sociale-démocrate et la tradition catholique exercent une influence conjointe et complexe, difficile à démêler en l'absence de recherches plus poussées. Nos résultats illustrent assez bien qu'en matière de politique sociale, le Canada constitue un amalgame de traditions libérale, catholique, et sociale-démocrate et que la structure des croyances et perceptions reflète cette situation hybride⁷.

6. VAILLANCOURT résume ainsi la position de la Commission Tremblay : « ... l'interventionnisme étatique qui allait de pair avec l'application de Keynes était incompatible avec les valeurs canadiennes-françaises et catholiques au Québec, puisque ces dernières, à l'encontre des valeurs anglo-protestantes, donnaient moins d'importance à l'intervention de l'État dans la sécurité sociale » (1988, p. 137).

7. Les différences régionales observées ici sont également signalées dans d'autres sociétés multinationales et polyethniques. Par exemple, d'après KEATING (1995, p. 11), au Royaume-Uni, « les valeurs néo-libérales sont moins importantes pour les élites écossaises que pour les élites anglaises, ayant pour rivales, en Écosse, la social-démocratie et une forme de démocratie chrétienne ».

Si le Canada se démarque des États-Unis pour se rapprocher davantage des pays européens, c'est en bonne partie à cause de la présence du Québec dans l'ensemble canadien. De toutes les régions canadiennes, c'est le Québec qui affiche les scores les plus proches des pays européens. Par contre, il faudrait se garder d'exagérer l'ampleur de ces différences. À ce propos, il serait utile de reprendre l'observation de CLEMENT et MYLES (1994) selon laquelle même si beaucoup d'analystes canadiens ont tendance à vouloir situer l'État-providence canadien avec des cas européens pour bien le distancier du modèle américain, les résultats de leurs comparaisons internationales suggèrent que les différences entre le Canada et les États-Unis paraissent modestes lorsqu'on les situe dans une perspective comparative plus large, et qu'en fait le système canadien est peut-être plus proche du système américain que de tout autre. De façon analogue, nous pourrions remarquer que beaucoup d'observateurs québécois cherchent à situer le Québec comme petite société nationale, plus européenne que le reste de l'Amérique du Nord, pour bien le différencier du Reste du Canada. Les résultats de cette recherche viennent confirmer le bien-fondé de ce point de vue, mais en même temps ils rappellent que les différences entre le Québec et le Reste du Canada demeurent somme toute modestes lorsqu'elles sont abordées sous un angle international plus large.

Si l'analyse de ces données indique clairement que les Québécois sont en 1992 plus conscients des inégalités sociales et plus portés à préconiser des solutions collectives par l'intervention étatique que ne le sont les autres Canadiens, une explication complète de cette spécificité devra attendre des analyses plus détaillées. Ces données ne nous permettent pas de déterminer s'il y a un lien entre ce profil et le fait que les francophones québécois sont très nettement moins portés à se déclarer satisfaits de leur situation économique et de leur situation en général que les anglophones du Reste du Canada (GOYDER et MCCUTCHEON, 1995). Comme nous l'avons déjà mentionné, l'appui plus marqué du Québec à l'intervention étatique est expliqué en partie seulement par les préoccupations différentes et plus prononcées des Québécois au regard des inégalités linguistiques et régionales (LACZKO, 1996, p. 119-124). Il est fort probable que ce phénomène constitue une manifestation de plus d'une des particularités bien connues du fonctionnement du système fédéral canadien depuis ses débuts, à savoir que les résidents du Québec accordent moins d'importance au gouvernement fédéral et plus à leur gouvernement provincial que les résidents des autres provinces. Il est possible que ce plus grand appui généralisé à l'intervention étatique découle des réalisations positives, aux yeux du public, du nationalisme québécois des dernières décennies.

En terminant, soulignons que dans l'ensemble, le profil particulier du Québec par rapport au Reste du Canada se compare à celui du Canada par rapport aux États-Unis. Ces deux relations présentent des caractéristiques communes aux relations dyadiques entre certaines petites sociétés et leurs voisins plus puissants. D'après JACEK (1993), dans ce genre de dynamique, le partenaire minoritaire plus

petit ou plus faible manifeste 1) une identité culturelle plus marquée ainsi qu'une plus grande inquiétude au sujet de la relation majoritaire/minoritaire, 2) une préférence pour des solutions collectives plutôt qu'individuelles, et 3) un appui plus prononcé à l'intervention de l'État. Si ce schéma peut expliquer certaines caractéristiques de la relation dyadique entre le Canada et les États-Unis, il s'avère tout aussi utile pour rendre compte de la dynamique minoritaire / majoritaire entre le Québec et le Reste du Canada.

Leslie S. LACZKO

Département de sociologie,
Université d'Ottawa.

BIBLIOGRAPHIE

- BRETON, Raymond, Gilles HOULE, Gary CALDWELL, Edmund MOKRZYCKI et Edmund WNUK-LIPINSKI (dirs)
1990 *National Survival in Dependent Societies : Social Change in Canada and Poland*, Ottawa, Carleton University Press.
- CLEMENT, Wallace et John MYLES
1994 *Relations of Ruling. Class and Gender in Postindustrial Societies*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press.
- COLEMAN, William D.
1985 *The Independence Movement in Quebec 1945-1980*, Toronto, University of Toronto Press.
- CUNEO, Carl J.
1996 « International images of social inequality. A ten-country comparison », dans : Alan FRIZZELL et Jon H. PAMMETT (dirs), *Social Inequality in Canada*, Ottawa, Carleton University Press, 31-66.
- ESPING-ANDERSEN, Gøsta
1990 *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Princeton, Princeton University Press.
- EVANS, M.D.R., Jonathan KELLEY et Tamas KOLOSI
1992 « Images of class : public perceptions in Hungary and Australia », *American Sociological Review*, 57 : 461-482.
- FRIZZELL, Alan et Jon H. PAMMETT (dirs)
1996 *Social Inequality in Canada*, Ottawa, Carleton University Press.
- GOYDER, John et Timothy I. MCCUTCHEON
1995 « Francophone life satisfaction and civic culture. A meta-analysis of the Canadian case », *Social Indicators Research*, 34 : 377-394.

JACEK, Henry J.

- 1993 « Unequal partners. The historical, political, economic and cultural dimensions of the Austria-FRG / Canadian-U.S. dyads », dans : Harald VON RIEKHOFF et Hanspeter NEUBOLD (dirs), *Unequal Partners : A Comparative Analysis of Relations Between Austria and the Federal Republic of Germany and Between Canada and the United States*, Boulder, Westview Press, 27-45.

JOHNSON, Andrew F.

- 1987 « Ideology and income supplementation. A comparison of Quebec's Supplément au revenu de travail and Ontario's Work Incentives Program », dans : Jacqueline S. ISMAEL (dir.), *The Canadian Welfare State. Evolution and Transition*, Edmonton, University of Alberta Press, 80-100.

KEATING, Michael

- 1995 « L'Écosse dans le Royaume-Uni. La fin de l'Union ? », dans : Guy LACHAPPELLE, Pierre P. TREMBLAY et John E. TRENT (dirs), *L'impact référendaire*, Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 9-22.

LACZKO, Leslie S.

- 1995 *Pluralism and Inequality in Quebec*, New York / Toronto, St. Martin's Press / University of Toronto Press.

- 1996 « Language, region, race, gender and income: perceptions of inequalities in Quebec and English Canada », dans : Alan FRIZZELL et Jon H. PAMMETT (dirs), *Social Inequality in Canada*, Ottawa, Carleton University Press, 107-126.

LANGLOIS, Simon, Jean-Paul BAILLARGEON, Gary CALDWELL, Guy FRÉCHET, Madeleine GAUTHIER et Jean-Pierre SIMARD

- 1990 *La société québécoise en tendances 1960-1990*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

LANGLOIS, Simon, avec Theodore CAPLOW, Henri MENDRAS et Wolfgang GLATZER

- 1994 *Convergence or Divergence? Comparing Recent Social Trends in Industrial Societies*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press.

LAURIN-FRENETTE, Nicole et Louis ROUSSEAU

- 1983 « Les centres de la régulation. Essai sur les rapports entre l'Église et l'État au Québec », *Sciences Religieuses / Studies in Religion*, 12, 3 : 247-272.

MCQUAIG, Linda

- 1993 *The Wealthy Banker's Wife*, Toronto, Penguin Books.

O'CONNOR, Julia S.

- 1989 « Welfare expenditure and policy orientation in Canada in comparative perspective », *Canadian Review of Sociology and Anthropology / Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, 26, 1 : 127-150.

PAMMETT, Jon H.

- 1996 « Getting ahead around the world », dans : Alan FRIZZELL et Jon H. PAMMETT (dirs), *Social Inequality in Canada*, Ottawa, Carleton University Press, 67-86.

VAILLANCOURT, Yves

- 1988 *L'évolution des politiques sociales au Québec 1940-1960*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.